

Chapitre 7

L'Asie du Sud et de l'Est : les enjeux de la population et de la croissance

Table des matières

1	Les États face aux enjeux démographiques	2
1.1	La moitié de la population mondiale	2
1.2	La population, un atout pour le développement	2
1.3	Une urbanisation très rapide	3
2	Le développement économique de l'Asie du Sud et de l'Est	3
2.1	Le rôle précurseur du Japon	3
2.2	L'éveil de la Chine	4
2.3	La montée de l'Inde	4
3	Les limites du développement de l'Asie du Sud et de l'Est	5
3.1	Un développement fragile	5
3.2	Les déséquilibres socio-spatiaux	5
3.3	Une urgence : le développement durable	6

Introduction

L'Asie du Sud et de l'Est s'étend sur 27 millions de km² (20 % des terres émergées) et elle abrite une population de 3,8 milliards d'habitants (55 % de la population mondiale). Cette région du monde connaît actuellement un développement important et elle est la locomotive de l'économie mondiale.

Cependant, les États doivent faire face à de nombreux défis : maîtriser la démographie, faire en sorte que la croissance soit bien partagée et enfin agir en faveur de l'environnement.

1 Les États face aux enjeux démographiques

1.1 La moitié de la population mondiale

L'Asie du Sud et de l'Est abrite les deux principales puissances démographiques du monde : la Chine (1,4 milliard d'habitants) et l'Inde (1,2 milliard d'habitants). L'Indonésie, premier pays musulman du monde, compte 250 millions d'habitants. Tous les États affichent d'importantes densités notamment dans les zones côtières : 7600 h/Km² à Singapour, 1000 h/Km² au Bangladesh.

La population de l'Asie continue globalement à croître et en 2040, le continent comptera 600 millions d'habitants de plus. Cependant, tous les États ne sont pas dans la même situation démographique. Les pays les plus riches comme le Japon et les 4 « *Dragons* » (Corée du Sud, Hong-Kong, Taïwan, Singapour) ont achevé leur transition démographique et doivent faire face au vieillissement de leur population. En revanche, l'accroissement naturel demeure très fort dans les pays les plus pauvres où la scolarisation des filles est encore peu développée (Philippines ...).

1.2 La population, un atout pour le développement

L'Asie est moins bien dotée en en matières premières que l'Afrique. C'est pourquoi les États ont considéré la forte population comme un atout pour se développer. À son arrivée au pouvoir en 1949, Mao encourage les naissances en affirmant qu'« *une bouche c'est deux bras* ». Lors du Grand Bond en Avant (1958), il mobilise les « *forces productives cachées* » (la main d'œuvre des campagnes) pour tenter (en vain) de créer des industries rurales.

Mais, pour enclencher une dynamique de développement, il faut maîtriser la croissance de la population. C'est pourquoi, tous les États encouragent par des campagnes les familles à réduire le nombre d'enfants. L'Inde lance des campagnes de stérilisation (aux résultats très décevants en raison des résistances culturelles et de l'immense analphabétisme du pays). La Chine, en 1979, impose la politique de l'enfant unique : les familles n'ont droit qu'à un seul enfant.

L'économiste indien Amartya Sen (prix Nobel) a dénoncé le phénomène des « femmes manquantes » : il manque en Asie des millions de femmes car les familles pratiquent l'avortement sélectif. Les Indiens refusent d'avoir des filles pour éviter de payer des dots élevées lors du mariage. En Chine, les familles veulent avoir des fils qui s'occuperont des parents vieillissants. Les femmes avortent dès qu'elles apprennent qu'elles attendent une fille. La Chine, en 1984, a autorisé les familles rurales à avoir un second enfant si le premier est une fille. Ce n'est qu'en 2013,

devant la montée du vieillissement que l'Etat a assoupli la politique de l'enfant unique.

1.3 Une urbanisation très rapide

L'Asie est entrée dans la « *transition urbaine* » : la population qui était dans sa très grande majorité rurale, devient citadine. Ce changement s'explique par la croissance de la population mais aussi par la modernisation des campagnes (la « *révolution verte* »). En Chine, les paysans sans emploi viennent travailler sans autorisation dans les villes côtières. N'ayant pas de permis de résidence (le « *Hukou* »), ces mingongs ont beaucoup de difficulté pour se faire soigner ou inscrire leurs enfants à l'école.

Il y a en Asie, 1,5 milliard d'urbains (43 % de la population urbaine mondiale) et il y a tous les ans 40 millions d'urbains de plus. Les autorités sont face à un défi immense : loger et employer ces nouveaux venus. Les métropoles asiatiques possèdent d'immenses bidonvilles.

Cependant, tous les États ne sont pas au même stade du processus. Il y a 67 % d'urbains au Japon contre 30 % en Inde.

2 Le développement économique de l'Asie du Sud et de l'Est

2.1 Le rôle précurseur du Japon

Le Japon est le premier pays de la zone à se développer et il va servir de modèle à tous les pays d'Asie de l'Est et du Sud. En 1867, pour échapper à la colonisation, il se lance dans une modernisation accélérée de ses structures politiques et économiques : c'est « l'ère Meiji » ». Dans les années 1930, il se lance dans une politique impérialiste et il s'attaque les États-Unis (bombardement de Pearl Harbor en Décembre 1941). Cette politique conduit au désastre (bombardements des villes, frappes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki). En 1945, le pays est ravagé et occupé par les États-Unis qui imposent la démocratie et qui démantèlent les grandes conglomérats (les « *zaibatsus* ») accusées d'avoir poussé à la guerre.

Durant la guerre de Corée, le Japon se montre un partenaire loyal des États-Unis qui signent avec Tokyo, le traité d'alliance de San Francisco (1951).

L'état va diriger la reconstruction par l'intermédiaire du MITI (Ministère de l'économie et du commerce extérieur). Le MITI fixe les secteurs à développer, il distribue des subventions, il achète des brevets et les offre aux entreprises. Il maintient des barrières protectionnistes pour fermer le marché national. Le MITI autorise la renaissance des conglomérats appelés maintenant les « *Kereitsus* ». Un keiretsu est une entreprise qui possède de nombreuses activités (Mitsubishi, Sony...) et sa propre banque. Il possède aussi sa société de négoce (une « *sogo-shosha* »). Les entreprises japonaises ont renoncé au système tayloro-fordiste pour le « *toyotisme* » : les usines travaillent en flux tendus et elles respectent les « 5 zéros » : zéro défaut, zéro délai, zéro stock, zéro papier, zéro panne.

Les salariés disposent de l'emploi à vie et leur salaire progresse à l'ancienneté. En échange, ils ne font jamais grève, prennent peu de vacances et achètent japonais. Les Kereitsus sont très soutenus par l'État. Il existe une alliance très forte entre les hommes politiques, les patrons et les hauts fonctionnaires (le « *triangle de fer* »).

Le Japon applique la théorie du « *vol des oies sauvages* » de l'économiste japonais Akamatsu Kanamé : on importe d'abord un produit puis on remonte la filière (le produit est perfectionné puis exporté). Les entreprises font régulièrement évoluer leur spécialisation internationale : elles passent du textile, à l'acier, à l'automobile, à l'électronique, puis aux haute technologies (biotechnologies, nanotechnologies, robots...). Comme la main d'œuvre est qualifiée et donc chère, dès qu'un produit est moins rentable, on le délocalise et on fabrique d'autres objets plus rémunérateurs.

Les délocalisations japonaises permettent le décollage des « *Dragons* » qui deviennent en 40 ans des pays développés membres de l'OCDE. A leur tour, les Dragons délocalisent les activités les moins rentables vers les Bébés-tigres (Malaisie, Indonésie) ou vers la Chine.

2.2 L'éveil de la Chine

(Voir le cours d'histoire sur la Chine)

A partir de 1979, Deng Xiao-Ping fait le choix du capitalisme, il lance des réformes libérales et attire les IDE en créant des Zones économiques Spéciales (Shenzhen...). La Chine devient l'atelier du monde et affiche des taux de croissance élevés (jusqu'à 13 %). Comme au Japon ou en Corée du Sud, l'État joue un rôle majeur dans les choix économiques. En 2010, le pays devient la seconde puissance économique mondiale devant le Japon. Grâce à ses excédents commerciaux, la Chine investit massivement en Afrique pour trouver des matières premières. Elle y construit aussi de nombreuses infrastructures (routes voies ferrées...). Dans les pays développés, elle achète des entreprises connues pour s'emparer de leurs brevets. En 2014, le chinois Dongfeng entre au capital du constructeur automobile français PSA mais, par précaution, l'État français entre aussi au capital de l'entreprise.

La Chine utilise ses énormes réserves de change pour stimuler son économie. Lors de la crise de 2008, l'État chinois lance un énorme plan de relance de 400 milliards de dollar pour soutenir l'activité et développer l'intérieur du pays (construction de TGV...). La Chine est avec le Japon le principal acheteur de bons du Trésor américain et ainsi elle finance le budget de son principal partenaire économique mais aussi rival stratégique.

La Chine a les moyens de pratiquer la « diplomatie du chéquier » : elle est devenue le principal créancier de l'Afrique.

2.3 La montée de l'Inde

L'Inde dès son indépendance (1947) fait le choix de la démocratie. Elle veut conquérir son indépendance économique. Le gouvernement dirigé par Nehru impose des douanes élevées aux produits étrangers pour favoriser le développement d'une industrie nationale. Il se rapproche de l'URSS qui devient un modèle et un fournisseur de machines. L'État construit des industries dans les grands ports (Mumbai, Calcutta). Cependant, cette politique est un échec. En 1991, le pays est frappé par une grave crise financière et il décide de s'ouvrir à la mondialisation. Contrairement à la Chine qui s'est spécialisée dans l'industrie, l'Inde développe les services aux entreprises. Elle offre aux FTN des ingénieurs dont les salaires sont attractifs. Le pays devient le premier producteur mondial de logiciels (c'est

le bureau du monde). La région de Bangalore (la ...ville des haricots bouillis) devient la « *silicon valley* » indienne. Aujourd'hui, pour créer des emplois, l'État veut attirer les délocalisations d'usines et il a lancé le programme « Make in India ». Mais l'Inde n'en est qu'aux prémices du développement. Il existe de nombreux handicaps comme le manque criant d'infrastructures (trains, routes, centrales électriques ...), le problème des castes (intouchables) ...

3 Les limites du développement de l'Asie du Sud et de l'Est

3.1 Un développement fragile

Les succès des économies asiatiques ont impressionné les États-Unis et l'Europe qui ont cru qu'il existait un « modèle asiatique de développement » applicable à tous les pays pauvres. Le Prix Nobel d'économie américain, Paul Krugman, a toujours qualifié le développement de l'Asie de « fable douteuse » et il toujours considéré que le modèle asiatique était le « plus sûr chemin de la croissance à la crise ». Les faits lui ont donné raison car de graves crises financières ont éclaté en 1990 (au Japon) et en 1997 (dans toute l'Asie). Ces chocs de grande ampleur ont d'abord révélé une grande corruption des milieux politiques et économiques. On a découvert une gestion très opaque des entreprises. Les entreprises préféraient la croissance extensive (acquérir toujours plus de parts de marchés) à une croissance intensive (privilégier la rentabilité). Le Japon, après l'éclatement de la bulle financière, a connu une croissance très faible depuis 30 ans ; sa population vieillit et baisse tandis que sa dette publique dépasse 250 % du PIB.

La Chine, à partir de 2014, doit faire face à la baisse de la croissance et à la montée du vieillissement ; elle est fragilisée par la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Sa main d'oeuvre devenant plus chère, il lui faut investir dans l'éducation et la recherche pour monter en gamme et fabriquer plus produits plus élaborés. Les crises (celle de 2008 ou celle du coronavirus) révèlent la principale fragilité de la Chine à savoir que l'économie dépend largement des exportations. Il est urgent de développer la consommation intérieure.

3.2 Les déséquilibres socio-spatiaux

Les fruits de la croissance sont mal redistribués, ce qui provoque des tensions sociales. Seuls 3 pays, ont un IDH élevé : Japon, Corée du Sud, Singapour. Ailleurs, il est moyen (Chine) ou très bas (Bangladesh). Souvent une petite élite capte l'essentiel des richesses, richesses qui sont ensuite placées à l'étranger. En Chine, le « parti des princes » (les chefs du Parti communiste et les grands patrons) est régulièrement dénoncé sur l'internet chinois pour son avidité et son train de vie luxueux. Le gonflement de la classe moyenne en Chine ou en Inde ne parvient pas à faire oublier ceux qui vivent dans des bidonvilles dans une pauvreté absolue. Le développement n'a souvent concerné que les côtes et l'intérieur a été délaissé. La Chine, pour freiner l'exode rural et mieux contrôler les régions habitées par les minorités en révolte (Ouïgours, Tibétains...) a entrepris de construire des infrastructures dans l'intérieur du pays. Ce « Go West » a aussi pour but de proposer des ouvriers moins chers à des entreprises littorales qui commencent à souffrir de la concurrence du Cambodge, du Vietnam ou de l'Éthiopie.

3.3 Une urgence : le développement durable

En Asie du Sud et de l'Est, la croissance s'est faite au détriment du milieu naturel. Les Etats étaient davantage soucieux de croissance que d'écologie. Le premier ministre indien, Indira Gandhi disait que la pauvreté était « la première des pollutions ».

Les populations sont longtemps restées peu attentives aux problèmes de pollution mais la situation change. La pollution des airs, des eaux et des sols nuit à la santé mais aussi à la croissance économique.

La Chine, qui était restée à l'écart du protocole de Kyoto, a signé l'accord de Paris sur le climat en 2015. Elle investit massivement dans les énergies renouvelables et pousse les constructeurs automobiles à accélérer la transition vers l'électrique.

Conclusion

En 1950, les organisations internationales estimaient que l'Afrique, riche de ses matières premières, se développerait plus vite que l'Asie. C'est le contraire qui s'est produit. L'Asie du Sud et l'Est est devenu le cœur de la croissance mondiale et tout ce qui la touche a des conséquences sur le reste du monde : le confinement des populations en raison de la crise du coronavirus a provoqué une crise dans des secteurs vitaux pour les pays développés : le transport aérien et le tourisme. Il a aussi provoqué l'effondrement du prix du pétrole et des matières premières (coton...). Cette croissance a généré des inégalités criantes et de fortes tensions sociales. Nombre de gouvernements adoptent alors un discours nationaliste et agressif qui bloquent les projets d'intégration régionale.